
Un chèque pour chaque enfant (initiative pour les chèques-enfants)

Une politique familiale moderne doit permettre de garantir aux parents comme aux enfants de mener une vie sans souci économique majeur, indépendamment du modèle familial, de son statut ou son revenu. Les enfants doivent disposer des mêmes chances de départ et pouvoir se développer librement en fonction de leurs capacités et leurs besoins.

Cette égalité des chances implique non seulement un système public de formation de qualité supérieure comprenant des structures de conseil et d'accueil extra-familiales professionnelles et abordables, mais aussi le soutien financier direct de la Confédération, des cantons et des communes.

Aujourd'hui déjà, ces collectivités publiques soutiennent les familles par le biais de déductions fiscales qui représentent un montant global de l'ordre de 2,9 milliards de francs. La somme peut paraître élevée, mais elle très inégalement répartie. Les familles les plus riches en profitent considérablement plus que celles disposant d'un revenu moyen. Sans même parler des familles à bas revenu qui ne profitent tout simplement pas des déductions fiscales. C'est que, plus le revenu est élevé, plus la déduction est importante. Une famille avec deux enfants en âge de scolarité et disposant d'un revenu imposable annuel de 120'000 francs bénéficie d'une déduction de 1'600 francs sur l'impôt fédéral. Elle n'est, en revanche, que de 900 francs pour une famille identique mais dont le revenu imposable est de 60'000 francs par année. Cette inégalité de traitement est inacceptable car les coûts par enfant sont les mêmes que les parents soient aisés ou non. L'Etat ne saurait privilégier encore celles et ceux qui le sont déjà.

Passer de ce système injuste au principe « Un enfant, une allocation » ne mettrait pas seulement fin aux privilèges indus accordés aux familles aisées, mais améliorerait également la situation des familles à bas revenu.

Sur la base de la décision de l'Assemblée des délégué-e-s du 29 mars 2014, le PS Suisse entend donc élaborer et lancer une initiative spécifique afin de contribuer à une politique familiale moderne et progressive, pour tous, sans privilèges. Son lancement est prévu dans le cadre d'un Congrès électoral extraordinaire au début de 2015.